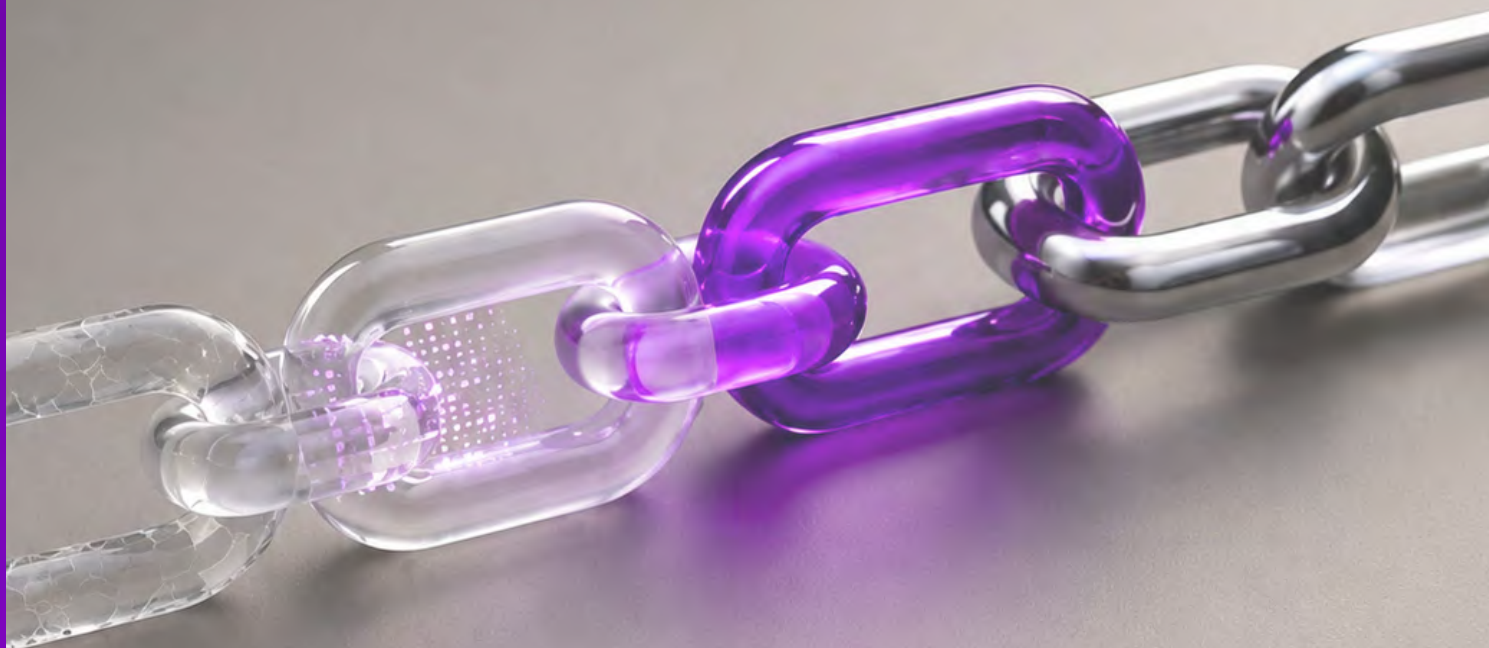


Achats responsables

La clé pour transformer l'IA souveraine en valeur pour les entreprises françaises ?



Accenture
Research Insight

Chantal Jouanno, Edvina Kapllani



Août 2026

accenture

À l'occasion de la 8^e édition du World Giverny Forum, le Cercle de Giverny et Accenture dévoilent en exclusivité les enseignements de l'étude « Achats responsables : la clé pour transformer l'IA souveraine en valeur pour les entreprises françaises ? » ainsi que des recommandations sur la manière dont les dirigeants peuvent s'appuyer sur les achats responsables pour transformer l'IA de confiance en véritable capacité au service de leur entreprise.

À propos de l'étude

Ce rapport s'appuie sur trois axes de recherche. Les constats relatifs à l'IA souveraine sont tirés du rapport *Accenture Sovereign AI*, dont l'enquête a été menée auprès de 1 928 organisations dans 28 pays et 18 secteurs en juillet-août 2025, avec un échantillon représentatif de 100 répondants français. Les constats sur les achats responsables sont tirés du *Sustainable Procurement Barometer 2026*, co-publié par Accenture et EcoVadis, qui a interrogé 50 acheteurs et 110 fournisseurs en France. Enfin, l'analyse des fournisseurs du CAC 40 repose sur un traitement Accenture des données *FactSet Relationships*. Pour plus de détails méthodologiques, voir la section « Méthodologie de la recherche » ci-dessous. Sauf mention contraire, l'ensemble des données citées provient de ces sources.

Imaginons un réseau d'entreprises énergétiques européennes qui pilotent la transition vers les énergies renouvelables. Une IA standard pourrait analyser des données sensibles (performance du réseau, fiabilité des actifs) au sein de chaque entreprise. Mais sans cadre de gouvernance de confiance, aucune entreprise n'accepterait de partager ces données à l'échelle du réseau.

C'est ce manque de gouvernance partagée que l'IA souveraine est en mesure de combler. Elle fournit l'infrastructure et la gouvernance qui permettent à des données sensibles de circuler en toute sécurité entre entreprises de confiance, et donne au réseau la possibilité de prendre collectivement des décisions d'investissement et de gestion plus rapides et mieux informées. Résultat : les entreprises peuvent travailler ensemble à partir d'analyses partagées sans renoncer au contrôle de leurs propres données, ce qu'une IA standard ne peut pas reproduire.

L'Europe intègre l'IA dans ses processus industriels et ses décisions d'entreprise pour dégager un avantage concurrentiel à son échelle. Mais la capacité à faire confiance aux fondations technologiques dont dépendent ces processus, et à les contrôler, est devenue

stratégiquement vitale. Sans cette confiance et ce contrôle, l'Europe risque de développer ses capacités d'IA sur des fondations gouvernées par d'autres, dont les priorités stratégiques peuvent diverger des siennes. L'IA « souveraine », c'est-à-dire la capacité d'un pays à concevoir et déployer l'IA en toute autonomie grâce à ses propres infrastructures, données, modèles et talents, répond à ce besoin. Elle permet aux pays de stimuler l'innovation, de soutenir la croissance économique et de faire avancer leurs objectifs stratégiques, tout en gardant un contrôle total sur l'ensemble du cycle de vie de l'IA. À ce titre, l'IA souveraine peut donner à l'Europe un plus grand contrôle sur les infrastructures, les données et la gouvernance dont dépendent ses décisions guidées par l'IA, à un moment où celle-ci devient de plus en plus centrale dans la performance industrielle et économique européenne.

Et l'Europe souhaite passer de l'ambition à l'action. La Commission européenne a récemment proposé un train de mesures sur la souveraineté technologique, couvrant les semi-conducteurs, l'IA, le *cloud*, l'*open source* et la numérisation de l'énergie. Ces mesures

marquent un tournant : réduire les dépendances stratégiques devient une priorité politique formelle. Pour les entreprises européennes, la question est passée de la reconnaissance de l'importance de l'IA souveraine à la transformation de cette ambition politique en valeur concrète.

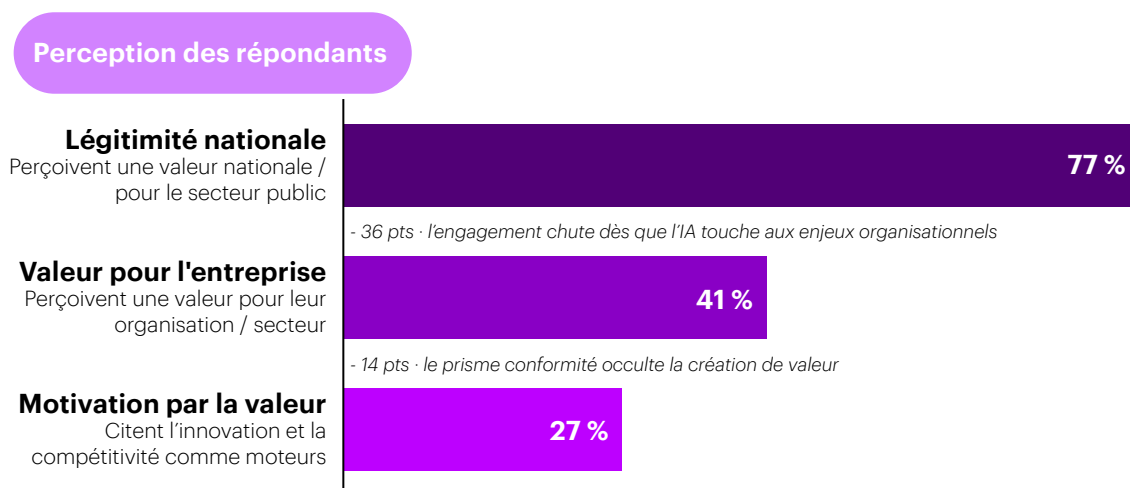
En France, le besoin de souveraineté numérique, incluant l'IA souveraine, s'est traduit en priorités technologiques concrètes : *cloud* et infrastructures d'IA de confiance, soutien aux entreprises françaises d'IA, et adoption dans le secteur public. Ainsi, lorsque nous avons interrogé 1 928 organisations dans 28 pays et 18 secteurs, nous avons constaté que la totalité des répondants d'entreprises françaises considère la souveraineté comme importante pour son socle technologique, 30 % la jugeant critique et 70 % très importante.

Pourtant, la France affiche une dichotomie nette. Si 77 % des répondants français nous ont déclaré percevoir une valeur de l'IA souveraine

à l'échelle nationale ou pour le secteur public, seuls 41 % en perçoivent une valeur élevée ou modérée pour leur propre organisation ou secteur (Figure 1). Cet écart de 36 points de pourcentage est bien plus large que la moyenne européenne, où 80 % perçoivent une valeur nationale ou publique et 75 % une valeur pour leur propre organisation ou secteur.

Traduire l'IA souveraine en avantage concurrentiel pour l'entreprise constitue donc le défi central, notamment en France où ce lien ne semble pas reconnu par les décideurs. Le risque est que l'IA souveraine demeure trop abstraite, trop portée par les politiques publiques et trop éloignée des décisions opérationnelles par lesquelles les entreprises créent de la valeur. Si les entreprises françaises ne réduisent pas cet écart, l'IA souveraine risque de se réduire à un simple exercice de conformité, au lieu de devenir un moteur de croissance, de résilience et de compétitivité à l'échelle européenne.

Figure 1 : En France, l'IA souveraine est davantage perçue comme une priorité nationale que comme un générateur de valeur



Source : Accenture Research. *pp = points de pourcentage

Pourquoi l'IA souveraine reste-t-elle enfermée dans une logique de « protection » pour tant d'entreprises françaises ? Nous avons constaté que la conformité (56 % des répondants) et la sécurité (45 %) dominent comme principales motivations d'adoption, tandis que seulement 27 % citent l'innovation et la compétitivité. Cela reflète probablement le fait que les capacités

d'IA souveraine sont encore en développement, ce qui fait de la conformité la justification la plus tangible à court terme. Toutefois, lorsque l'IA souveraine se définit d'abord par ce qu'elle protège plutôt que par ce qu'elle permet, les entreprises sont moins enclines à bâtir ce qui la rendrait réellement créatrice de valeur.

Cette logique de protection se retrouve aussi dans la manière dont les entreprises perçoivent la responsabilité de l'IA souveraine. 44 % des répondants français placent cette responsabilité auprès des responsables conformité ou risques, et seulement 11 % auprès des directions générales ou des conseils d'administration.

Lorsque l'IA souveraine relève des fonctions conformité, elle ne fait que protéger l'entreprise. La construction d'un avantage concurrentiel entre rarement dans la conversation.

La confiance, chaînon manquant entre l'IA souveraine et la création de valeur

Pour que l'IA souveraine devienne source d'avantage concurrentiel, les entreprises ont besoin de plus qu'une infrastructure souveraine. Elles ont besoin de confiance dans l'information sur laquelle reposent les décisions guidées par l'IA. Beaucoup des décisions qui créent de la valeur (sélection des fournisseurs, résilience de la chaîne d'approvisionnement, *reporting* des émissions, gestion de la conformité) s'appuient sur des données provenant des fournisseurs, des prestataires logistiques et d'autres partenaires externes. Cela fait des réseaux d'approvisionnement fiables un prérequis critique, mais souvent négligé, du succès de l'IA souveraine.

L'IA souveraine peut rendre le raisonnement visible et auditable. Mais si les informations transmises par les fournisseurs qui le nourrissent sont incomplètes, incohérentes ou invérifiables, la décision n'aura que la fiabilité du maillon le plus faible. Les décisions d'achat, de durabilité et de résilience reposent sur des données de partenaires externes qui ne peuvent pas être encadrées par les seuls choix d'infrastructure. Avec des écosystèmes fournisseurs robustes, l'IA souveraine peut être aussi fiable que les décisions qu'elle est censée améliorer.

Prenons l'exemple d'un fabricant français qui utilise l'IA souveraine pour gérer une rupture dans sa chaîne d'approvisionnement. Son système d'IA identifie des fournisseurs alternatifs, évalue l'exposition opérationnelle, estime les implications en matière d'émissions et recommande une décision de *sourcing*. L'entreprise ne peut agir sur cette recommandation en toute confiance que si les données fournisseurs qui la sous-tendent sont vérifiables. Les données doivent être actuelles, les dossiers de conformité exacts, les données

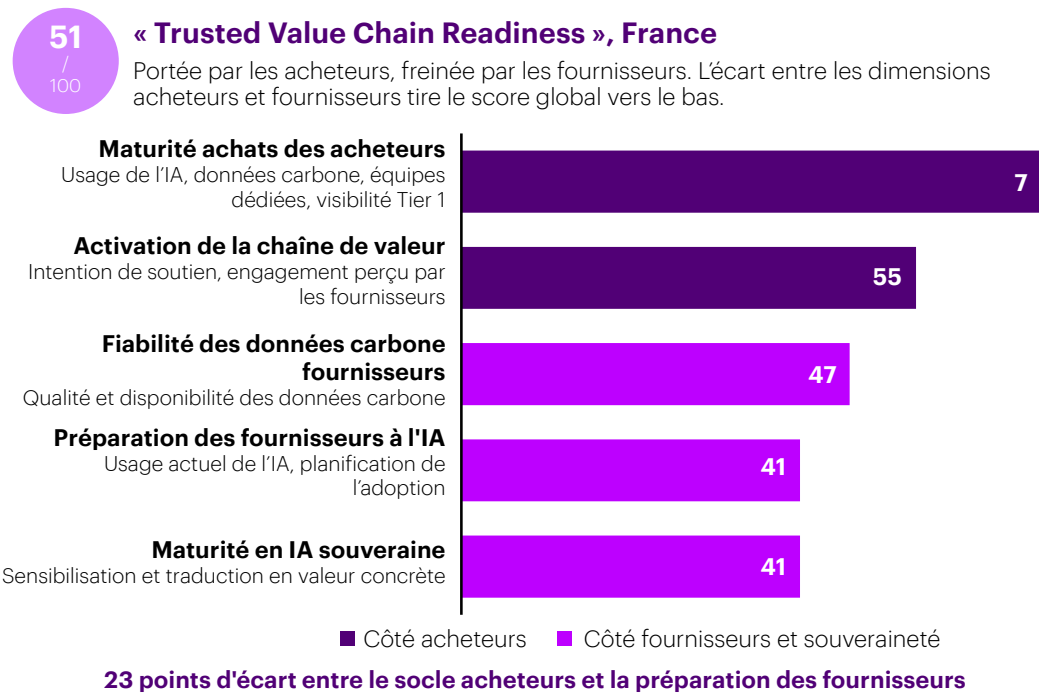
d'émissions auditables. C'est cette confiance qui fait passer l'IA souveraine d'une exigence de gouvernance à une capacité concurrentielle.

Les entreprises françaises semblent reconnaître ce lien. 67 % des répondants français indiquent qu'améliorer la transparence sur la manière et le lieu où les données sont consultées, stockées et encadrées renforcerait leur confiance dans les solutions souveraines. Cela montre que la confiance ne se limite pas à savoir où sont installées les infrastructures d'IA et comment les modèles sont gouvernés. Elle porte aussi sur les données, les dépendances, les fournisseurs et les structures de responsabilité qui se trouvent derrière les décisions guidées par l'IA.

L'*Accenture Trusted Value Chain Readiness* permet d'évaluer la capacité des entreprises françaises à développer les chaînes de valeur de confiance dont dépend l'IA souveraine, selon cinq dimensions : la maturité achats des acheteurs, la robustesse des données carbone des fournisseurs, la préparation des fournisseurs à l'IA, la maturité en IA souveraine et l'activation de la chaîne de valeur.

Les résultats révèlent un déséquilibre structurel. La France obtient 51 sur 100 au global, mais ce chiffre agrégé masque un écart bien plus important en profondeur (Figure 2). La maturité achats des acheteurs atteint 70, reflet des progrès solides en adoption de l'IA, en pratiques d'achats durables et en visibilité fournisseurs. La fiabilité des données carbone des fournisseurs n'atteint que 47, tandis que leur préparation à l'IA s'établit à 41. La maturité en IA souveraine elle-même reste à 41, confirmant notre constat précédent : la sensibilisation ne s'est pas encore traduite en valeur concrète.

Figure 2 : En France, les chaînes de valeur de confiance sont freinées par une préparation inégale

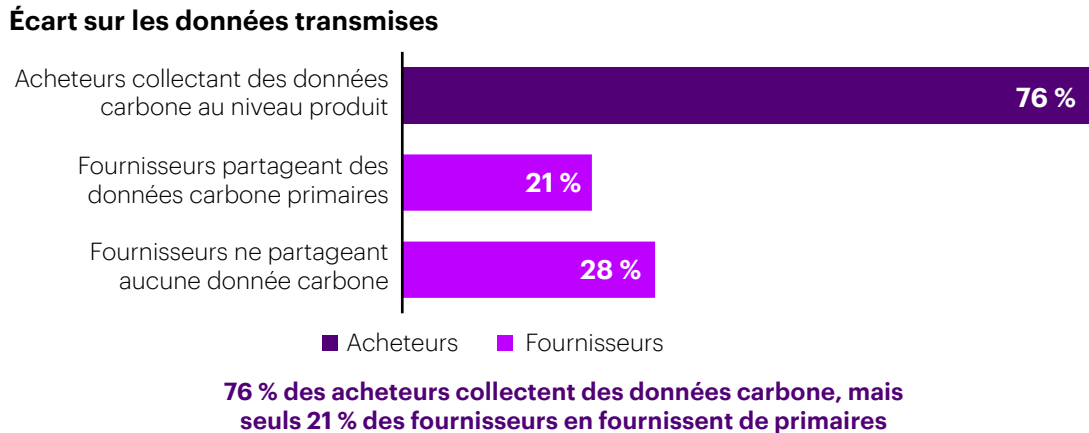


Source : Accenture Research

La qualité des données fournisseurs constitue l'obstacle central. Bien que 76 % des acheteurs français collectent des données carbone sur leurs produits, seuls 21 % indiquent que leurs fournisseurs transmettent des données carbone primaires, et 28 % indiquent que leurs fournisseurs n'en fournissent aucune

(Figure 3). Dans bien des cas, les acheteurs doivent s'appuyer sur des estimations, des indicateurs indirects et des hypothèses pour combler les manques. Si l'IA peut compenser une information incomplète, elle ne peut pas éliminer l'incertitude que des données de mauvaise qualité introduisent dans la décision.

Figure 3 : Le niveau de préparation des fournisseurs n'est pas encore à la hauteur des ambitions des acheteurs



Source : Accenture Research

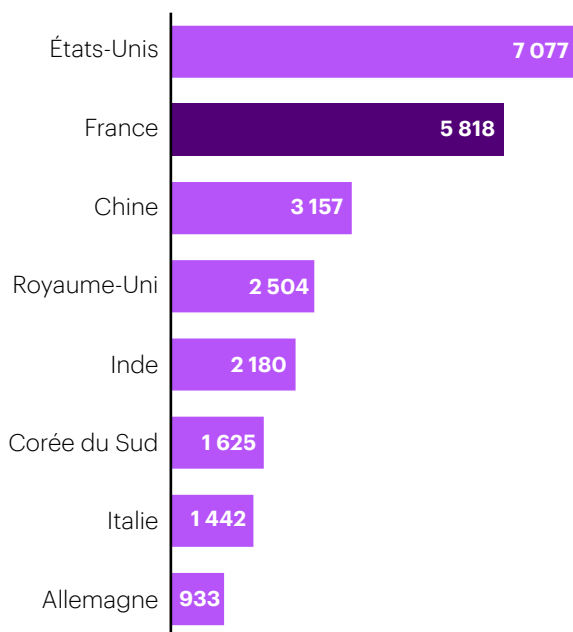
Le même schéma se retrouve dans l'adoption de l'IA par les fournisseurs. Seuls 28 % des fournisseurs utilisent aujourd'hui l'IA, et 46 % n'ont aucun plan d'adoption. Alors que les acheteurs mobilisent l'IA pour piloter leurs décisions de *sourcing*, de résilience et de durabilité, beaucoup de fournisseurs n'ont pas la maturité numérique nécessaire pour fournir une information rapide, structurée et vérifiable. En pratique, l'efficacité de l'IA souveraine est plafonnée par le fournisseur qui alimente ses décisions avec les données les plus approximatives.

Les fournisseurs français occupent une place significative dans l'écosystème des grands groupes du CAC 40 : la France est le deuxième

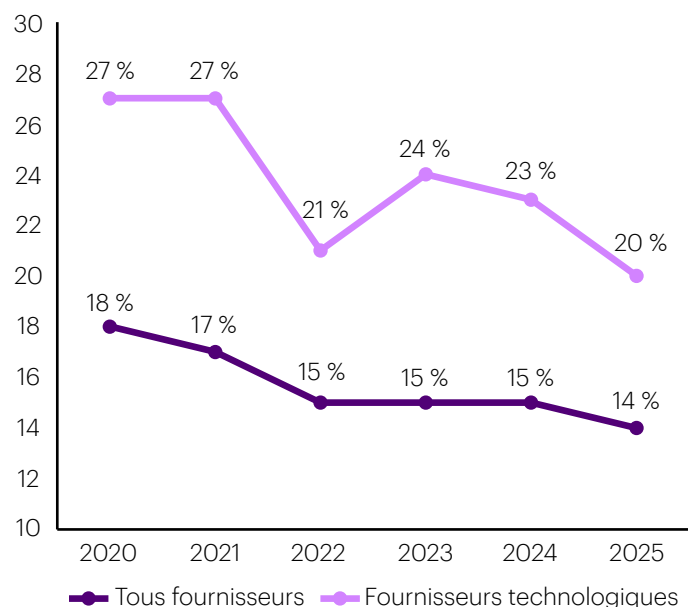
pays d'origine de leurs fournisseurs actifs — c'est-à-dire ayant entretenu au moins une relation commerciale dans l'année —, derrière les États-Unis, position tenue sans interruption depuis 2020 (Figure 4). Cette présence se réduit cependant : la part française est passée de 18 % à 14 % sur l'ensemble des catégories d'achats, et de 27 % à 20 % sur les seuls achats technologiques. Ce recul s'explique par de multiples facteurs que cette analyse ne cherche pas à isoler. Il rend néanmoins la tâche plus complexe : un vivier de fournisseurs locaux plus étroit, c'est moins de leviers directs pour engager, accompagner et fiabiliser les données des partenaires sur lesquels reposent les décisions guidées par l'IA souveraine.

Figure 4 : La France se classe deuxième parmi les pays fournisseurs du CAC 40, mais sa part diminue

Fournisseurs actifs, 2020-2025 — 8 premiers pays sur 80



Part française des fournisseurs actifs du CAC 40



Source : Accenture Research

C'est ici que les achats responsables deviennent essentiels. La fonction qui gère les relations fournisseurs, les exigences de données et les attentes de performance est particulièrement bien placée pour ancrer la confiance, la transparence et la responsabilité dont dépend l'IA souveraine. Elle est surtout la mieux placée pour le faire dans une logique partenariale :

accompagner les fournisseurs vers plus de maturité, et pas seulement leur imposer des exigences. La question devient donc la suivante : comment les entreprises françaises peuvent-elles utiliser les achats responsables pour transformer les chaînes de valeur de confiance en source d'avantage concurrentiel ?

Nos recommandations pour bâtir des chaînes de valeur de confiance grâce aux achats responsables

La France est en tête de ses pairs européens en équipes dédiées aux achats responsables : 68 % des acheteurs disposent d'équipes achats durables. Cela lui donne un socle organisationnel que la plupart des autres marchés doivent encore développer. Mais la tâche est désormais d'élargir le rôle des achats responsables au-delà de la gestion de la conformité et de la performance durable des fournisseurs, pour consolider la qualité, la transparence et la fiabilité de l'information qui circule dans la chaîne de valeur.

Les fournisseurs ont besoin d'exigences de données plus claires. Les acheteurs ont besoin d'une meilleure visibilité sur l'information fournisseurs. Les deux parties ont besoin d'incitations plus fortes pour améliorer la qualité des données qui nourrissent de plus en plus les décisions guidées par l'IA.

La solution, ce sont les achats responsables : la pratique qui consiste à bâtir des relations fournisseurs transparentes, exigeantes et de qualité, en mobilisant des standards clairs, une collecte de données fiable, la montée en compétence des fournisseurs et le pilotage de la performance.

Dans le contexte de l'IA souveraine, les achats responsables apportent le socle de confiance essentiel qui permet d'exploiter les recommandations générées par l'IA.

Pour développer les chaînes de valeur de confiance qui permettent aux investissements dans l'IA souveraine de produire un impact économique significatif, les entreprises françaises devraient suivre les quatre étapes ci-dessous, comme le montrent nos recherches et notre travail auprès des clients.

Étape 1 : Renforcer l'IA souveraine sur les décisions qui impactent le plus la création de valeur

Le point de départ le plus efficace consiste à identifier les décisions guidées par l'IA qui reposent sur des informations fournisseurs sensibles, incomplètes ou difficiles à vérifier. Elles couvrent un large spectre : sélection des fournisseurs, gestion des émissions, vérification de la conformité, réponse aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, planification de la résilience. En concentrant l'IA souveraine sur ces points de décision, plutôt qu'en l'appliquant largement, les entreprises orientent leurs efforts

d'amélioration des données fournisseurs là où ils auront le plus d'impact tangible sur la performance de l'entreprise.

Un groupe industriel français du CAC 40 applique déjà cette logique à ses achats : le groupe a établi que ses 1 000 principaux fournisseurs concentrent environ 65 % des émissions de sa chaîne d'approvisionnement, et cible ses efforts là où l'impact est le plus fort.

Étape 2 : Définir ce qu'exigent des données fournisseurs de confiance

Une fois qu'elles ont identifié les décisions qu'elles souhaitent voir soutenues par l'IA souveraine, les entreprises doivent définir les informations fournisseurs sur lesquelles ces décisions reposent. Les achats responsables aident à rendre ces exigences explicites, en

formalisant des attentes claires en matière de qualité, de transparence et de vérification des données. Intégrer ces exigences dans les questionnaires fournisseurs, les grilles d'évaluation et les clauses contractuelles ancre les décisions guidées par l'IA dans des relations

fournisseurs fiables, au lieu de laisser la qualité des données au hasard. Sans ce socle, les entreprises risquent de fonder leurs décisions guidées par l'IA sur des informations auxquelles elles ne peuvent pas pleinement se fier.

Un laboratoire pharmaceutique européen a inscrit ses exigences de durabilité directement

dans ses contrats, ses décisions de sourcing et son pilotage de la performance fournisseurs, sur un périmètre couvrant environ 95 % de ses dépenses gérées et plus de 3 500 fournisseurs. Ainsi formalisées, les attentes cessent d'être des recommandations pour devenir vérifiables.

Étape 3 : Développer les capacités des fournisseurs, pas seulement leur conformité

Les achats responsables doivent aller au-delà de l'évaluation des fournisseurs pour les aider à progresser. Beaucoup de fournisseurs, particulièrement les PME, n'ont pas encore la maturité numérique ni les capacités de reporting nécessaires pour participer à des chaînes de valeur dorénavant fondées sur la donnée. S'ils ne sont pas résorbés, ces écarts limitent la qualité de l'information sur laquelle repose l'IA souveraine.

Les équipes achats sont particulièrement bien placées pour combler cet écart, parce qu'elles façonnent dans la durée les attentes et l'engagement des fournisseurs. Plutôt que de simplement exiger de meilleures données, les entreprises devraient travailler avec leurs fournisseurs pour consolider les capacités

nécessaires à leur production. Cela peut passer par des plateformes partagées, des exigences de reporting progressives, des formations ciblées ou des incitations liées à la qualité et à la transparence des données. L'objectif est de les aider à atteindre un niveau de maturité leur permettant de fournir en continu l'information fiable et vérifiable.

Ce laboratoire pharmaceutique européen accompagne ses fournisseurs PME par des programmes de renforcement de capacités sur mesure, afin que la progression concerne l'ensemble de la base fournisseurs et pas seulement les plus grands, déjà bien outillés. La logique est claire : ne pas se contenter d'identifier les écarts, mais aider les fournisseurs à les combler.

Étape 4 : Prioriser dans l'entreprise les bases d'information fournisseurs dignes de confiance

À mesure que l'IA souveraine s'intègre aux décisions de sourcing, de durabilité et de résilience, un nombre croissant d'équipes s'appuie sur les mêmes informations fournisseurs. La fonction achats ne peut pas relever seule ce défi. Les équipes risques, durabilité, conformité et IA ont toutes besoin d'une vision partagée : qu'est-ce qui rend une information fournisseurs digne de confiance, et quand est-elle suffisamment fiable pour soutenir des décisions importantes ? L'objectif est simple : une IA de confiance commence par une information robuste. Les entreprises qui appliqueront à leurs données fournisseurs la même rigueur qu'à leurs systèmes d'IA seront

mieux armées pour agir avec confiance sur les recommandations générées par l'IA.

Chez un groupe industriel français du CAC 40, cette discipline commence par une entrée pragmatique : des initiatives d'efficacité énergétique qui génèrent des économies immédiates pour les fournisseurs, avant d'élargir progressivement le périmètre. Elle se traduit ensuite dans la gouvernance du groupe : reporting public et trimestriel, performance durabilité liée aux dispositifs d'incitation. La responsabilité ne reste pas cantonnée à la fonction achats – elle remonte jusqu'aux instances dirigeantes.

Faire de l'IA souveraine un investissement qui en vaut la peine

L'avenir de l'IA souveraine sera autant façonné par les fournisseurs que par la technologie. Les entreprises françaises dont les chaînes de valeur sont plus solides, plus transparentes et plus performantes capteront davantage de valeur de l'IA. En revanche, celles qui traitent la souveraineté comme un simple exercice d'infrastructure risquent de déployer la plateforme sans en récolter les bénéfices. Les achats responsables sont le mécanisme concret que les entreprises françaises peuvent activer pour développer ces chaînes de valeur, en

consolidant l'engagement des fournisseurs, en élevant les standards de données et en reliant la fonction achats à la gouvernance des systèmes d'IA.

Les entreprises françaises qui investissent aujourd'hui dans les achats responsables ne se contentent pas d'améliorer leurs chaînes d'approvisionnement. Elles créent les conditions pour que l'IA souveraine tienne enfin ses promesses.

Méthodologie de la recherche

Le *Trusted Value Chain Readiness* est une évaluation directionnelle construite à partir d'une sélection d'indicateurs France issus de deux sources : le rapport *Accenture Sovereign AI* (100 répondants français) et le *Sustainable Procurement Barometer 2026*, co-publié par Accenture et EcoVadis (50 acheteurs et 110 fournisseurs français). Les résultats constituent des signaux directionnels et non des classements statistiquement définitifs. L'évaluation repose sur cinq dimensions, chacune mesurant un aspect distinct de la maturité de la chaîne de valeur. La maturité achats des acheteurs et la maturité en IA souveraine sont calculées comme la moyenne de plusieurs indicateurs indépendants. La fiabilité des données carbone fournisseurs et la préparation des fournisseurs à l'IA utilisent une approche différente : comme les données disponibles proviennent d'une seule question à réponses multiples, elles sont combinées en un score de maturité à paliers plutôt que comptées séparément. Ce système de pondération reflète la valeur opérationnelle de chaque type de réponse — une donnée carbone primaire, directement exploitable pour des décisions guidées par

l'IA, reçoit un poids complet ; une donnée agrégée ou estimée reçoit un poids partiel ; l'absence de donnée reçoit un poids nul. La même logique s'applique à l'adoption de l'IA par les fournisseurs. L'activation de la chaîne de valeur est calculée comme la moyenne de deux indicateurs : l'intention déclarée des acheteurs d'accompagner leurs partenaires vers la souveraineté numérique, et la perception des fournisseurs quant à l'engagement effectif de leurs clients. Le score global correspond à la moyenne des cinq dimensions. Chaque dimension est notée de 0 à 100. Un score de 100 indiquerait une maturité complète sur l'ensemble des indicateurs retenus ; un score de 0, une absence totale de préparation. Le score global de 51 doit être lu à la lumière des écarts entre dimensions — c'est leur amplitude, plus que la moyenne elle-même, qui révèle où se situent les blocages structurels.

L'analyse des fournisseurs français couvre les 40 entreprises de l'indice CAC 40 sur la période 2020-2025. Les données de relations fournisseurs sont issues du jeu de données Supply Chain Relationships de FactSet ; les

fournisseurs sont classés comme fournisseurs technologiques selon leur activité principale, sur les segments matériels et services informatiques. Une relation est comptée comme active pour une année donnée dès lors qu'elle l'a été au moins un jour durant

cette année. Toutes les données reflètent des relations commerciales individuelles telles qu'enregistrées par FactSet ; lorsque plusieurs accords existent entre les deux mêmes entreprises, chacun est compté séparément.

À propos du Cercle de Giverny

Le Cercle de Giverny est un laboratoire d'idées de référence qui rassemble et accompagne les décideurs engagés, afin de leur permettre de se placer à l'avant-garde de la résolution des défis environnementaux et sociaux. Ses travaux sont placés sous le haut patronage du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Le Cercle de Giverny organise le Forum de Giverny, 1^{er} rendez-vous des entreprises durables, événement économique de référence en France. Le *think & do tank* rassemble une centaine d'entreprises et plus de 500 experts incontournables des transitions et de la durabilité issus de l'entreprise, des institutions, des associations, des ONG, de l'enseignement supérieur ou encore des syndicats. Chaque année, le Cercle publie 30 propositions pour accélérer la transformation écologique et sociale

de la France et de l'Europe et valorise 50 leaders engagés de moins de 40 ans, grâce au Palmarès Giverny x Le Point, qui y contribuent. Depuis 2024, le Cercle de Giverny a rejoint le groupe international Forward Global, dont le siège historique est en France, et disposant de quatre bureaux principaux à Paris, Washington, Bruxelles et Londres. Acteur de référence de la gestion de risques avec plus de 400 collaborateurs, Forward Global est une société à mission, labellisée B Corp, qui propose une offre intégrée sur l'ensemble des trois grands risques : informationnel, économique et numérique. L'objectif du groupe est de réduire les risques auxquels sont exposés les dirigeants, les entreprises et les institutions, d'accompagner leurs réflexions et de renforcer leurs positions stratégiques.

Site Internet : www.cercle-giverny.fr

À propos d'Accenture

Accenture accompagne les plus grandes entreprises mondiales dans leur réinvention en construisant leurs fondations numériques et en libérant la puissance de l'IA pour créer rapidement de la valeur, dans tous les secteurs d'activité. Notre stratégie consiste à être le partenaire de référence de nos clients pour leur réinvention, avec une adoption responsable et déployée à l'échelle de l'IA, être l'entreprise la plus engagée au service de ses clients, augmentée par l'IA et reconnue parmi les meilleurs employeurs au monde. Nous combinons les talents de nos près de 799 000 collaborateurs avec nos actifs propriétaires et nos plateformes, une expertise approfondie des processus et des industries, ainsi que des relations privilégiées

avec les principaux acteurs de l'écosystème numérique, afin d'apporter des solutions de bout en bout et des résultats mesurables à grande échelle. À travers nos Reinvention Services, nous offrons une expertise dans les domaines de la cybersécurité, le numérique, la finance, l'industrie et l'entreprise, Accenture Song, les chaînes d'approvisionnement et l'ingénierie, ainsi que les talents, avec des capacités avancées en IA et data, en processus d'entreprise et d'industrie, et en technologie. Nous accompagnons environ 9 000 clients et avons généré un chiffre d'affaires d'environ 70 milliards de dollars au cours de l'exercice fiscal 2025.

Site Internet : www.accenture.fr

À propos des auteurs



Chantal Jouanno est Directrice exécutive Énergie & Eau chez Accenture France et Présidente de la Fondation Accenture France. Ancienne ministre, sénatrice et présidente de la Commission nationale du débat public, elle apporte une expertise reconnue des enjeux de transition écologique, de politiques publiques et de transformation durable.

chantal.jouanno@accenture.com



Edvina Kapllani est Directrice Research France & Belux chez Accenture et responsable Financial Services pour Accenture Research en EMEA. Elle travaille sur les transformations liées à l'IA, à la technologie et à la transition durable, avec une expertise particulière des services financiers et des enjeux de compétitivité.

edvina.kapllani@accenture.com

Recherche et rédaction : **Dominique Lewis, Krish Jhaveri, Ana Ruiz Hernanz, Agata Dowbor, Gabriel Yeung, Priya Verma, Théo Corbucci** et **David Kimble**.

Nous remercions tout particulièrement les experts suivants : **Stephen Meyer** et **Surja Mukherjee**.

Bien que s'inspirant des réflexions des dirigeants d'Accenture, les Accenture Research Insights reflètent les opinions personnelles des chercheurs et co-auteurs, et non la position officielle de l'entreprise.

Pour toute demande d'information sur Accenture Research ou pour être mis en relation avec l'un de nos chercheurs, vous pouvez contacter Neethu M Eldose - n.meckamalil.eldose@accenture.com.

À propos d'Accenture Research

Accenture Research dessine les tendances et crée un Thought Leadership axé sur les données, centré sur les enjeux business les plus critiques auxquels font face les clients. Associant la puissance de méthodes de recherche innovantes, notamment l'analyse pilotée par la data, et sa connaissance approfondie des secteurs et des technologies, notre équipe de 300 chercheurs et analystes implantée dans 20 pays publie chaque année des centaines de rapports, d'articles et de points de vue. Nous utilisons l'IA générative dans notre processus de production de recherche. Nos experts examinent et valident les résultats de l'IA générative avec des méthodes de recherche traditionnelles, en appliquant les standards Responsible AI d'Accenture.